

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 3 au 14 mars 2025

Sommet UE-Afrique du Sud : Renforcement du partenariat stratégique, coopération multilatérale et promesse d'investissement de 4,7 Mds EUR (Union Européenne)

Le 8e sommet entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique du Sud s'est tenu au Cap jeudi 13 mars 2025 en présence d'Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, António Costa, président du Conseil européen, et Cyril Ramaphosa, président de l'Afrique du Sud. Les dirigeants ont réaffirmé leur engagement pour un partenariat stratégique commun fondé sur la démocratie, les droits de l'homme et la souveraineté de chacun. L'UE et l'Afrique du Sud ont annoncé le lancement de négociations pour un Partenariat pour un commerce et un investissement durable (*clean trade and investment partnership*- CTIP), qui ferait de l'Afrique du Sud le premier pays à conclure un tel accord avec l'UE. Cet accord viserait à renforcer les investissements et les industries stratégiques, soutenir la transition énergétique, développer des chaînes d'approvisionnement locales et la création d'emplois et renforcer la coopération sur les matières premières critiques.

Dans ce cadre, L'UE s'est engagée à accompagner la décarbonisation de l'industrie sud-africaine, notamment celle du groupe pétrochimique Sasol. L'UE a également annoncé un soutien accru à la production d'hydrogène décarboné, au développement des infrastructures de transport et à la facilitation des échanges commerciaux agricoles.

L'UE et l'Afrique du Sud ont aussi salué l'extension de leur coopération dans plusieurs domaines, notamment l'innovation et la recherche scientifique, avec une collaboration dans le cadre du programme Horizon Europe. L'UE soutient également la production de vaccins et de médicaments en Afrique du Sud, en soutien à l'objectif de l'Union africaine d'assurer 60 % de la production de vaccins sur le continent. Des programmes sont également prévus dans l'éducation et la formation professionnelle.

Dans ce cadre, l'UE a dévoilé un plan d'investissement estampillé Global Gateway d'une valeur de 4,7 Mds EUR, dont 4,4 Mds EUR destinés à une transition énergétique propre et équitable en Afrique du Sud. Ce financement s'inscrit dans l'initiative "Scaling up Renewables in Africa", qui culminera avec une conférence de promesses de dons en marge du sommet du G20 à Johannesburg en novembre prochain. Outre les sujets économiques, les échanges ont également porté sur la défense du multilatéralisme et la résolution des crises internationales, notamment en Afrique.

Sommaire :

Afrique Australe

- Fermeture du bureau Afrique australe du Programme Alimentaire Mondial ([Reuters](#))
- Évènement Blue Talk de promotion du Sommet des Nations Unies sur les Océans (UNOC 3) organisé par l'Ambassade de France au Cap sur le navire OceanXplorer ([Ambassade de France en Afrique du Sud](#))

Afrique du Sud

- Présentation du budget sud-africain pour l'exercice 2025/2026 ([Trésor national sud-africain](#))
- Transnet lance un appel d'offres pour le développement et la gestion d'un terminal polyvalent du port de Durban ([Baird Maritime](#))
- Microsoft annonce investir 300 M USD dans les centres de données en Afrique du Sud ([Engineering News](#))
- Le Trésor national sud-africain lance un appel à propositions de projets d'infrastructures publiques de grande envergure ([Engineering News](#))
- Canal+ et MultiChoice repoussent la date limite pour leur fusion à octobre ([Business Tech](#))
- ArcelorMittal confirme la fermeture de ses deux aciéries en Afrique du Sud ([Northern Natal News](#))
- Les États-Unis se retirent du Partenariat pour la Transition Énergétique Juste (JETP) en Afrique du Sud ([Reuters](#))
- Soufflet Malt et Heineken annoncent la construction d'une malterie en Afrique du Sud pour 100 M EUR ([InVivo](#))

Angola

- Baisse soutenue du poids de la dette de l'Angola vis-à-vis de la Chine ([BNA](#))
- L'économie angolaise aurait crû de 4,4 % en 2024 selon le gouvernement angolais ([INE](#))

Botswana

- Le Botswana lance son premier satellite d'observation ([ITWeb](#))

Mozambique

- Tenue d'une mission du FMI au Mozambique ([FMI](#))
- Volet économique de « l'Engagement politique pour un dialogue national inclusif » ([Observador](#))
- Les ports du Mozambique ont traité 10 % de cargaisons en plus en 2024 ([Club of Mozambique](#))

Namibie

- Le chilien SQM s'implante en Namibie ([Mining.com](#))
- Construction d'une raffinerie de manganèse et d'une usine d'acide sulfurique prévues à Walvis Bay ([Mining&Energy](#))

Afrique australe

Fermeture du bureau Afrique australe du Programme Alimentaire Mondial (Reuters)

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies a annoncé la fermeture de son bureau pour l'Afrique australe en raison de contraintes budgétaires. Cette décision intervient alors que la région est confrontée à une sécheresse sévère, exacerbée par le phénomène météorologique El Niño l'année dernière, qui a poussé plusieurs pays, dont le Lesotho, le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe et la Namibie, à déclarer l'état de catastrophe nationale.

Cette nouvelle est liée aux décisions de l'administration du président américain Donald Trump de réduire les contrats d'aide étrangère dans le monde entier dans le cadre de son agenda "America First", y compris le financement de programmes vitaux des Nations Unies. Bien que le PAM n'ait pas quantifié les pertes exactes dues aux coupes budgétaires de Trump, le porte-parole régional Tomson Phiri a déclaré que les perspectives de financement des donateurs étaient devenues "contraignantes".

Les États-Unis sont le plus grand donateur du PAM, ayant contribué 4,5 Mds USD sur un budget total de 9,8 Mds USD l'année dernière. Le PAM fournit une aide alimentaire et financière aux personnes souffrant de la faim en raison de pénuries de récoltes, de conflits et de changements climatiques. Afin de réduire ses coûts, les opérations en Afrique australe devrait être gérées depuis Nairobi, au Kenya. Pour l'instant les activités des bureaux nationaux ne semblent pas être impactées.

Evènement Blue Talk de promotion du Sommet des Nations Unies sur les Océans (UNOC 3) organisé par l'Ambassade de France au Cap sur le navire OceanXplorer (Ambassade de France en Afrique du Sud)

Le 25 février dernier, l'ambassade de France en Afrique du Sud, au Lesotho et au Malawi, en partenariat avec l'Office français de la Biodiversité (OFB) et l'ONG américaine OceanX, a organisé un Blue Talk de promotion de l'UNOC 3 à bord du navire d'exploration OceanXplorer, dans le port du Cap.

L'évènement a rencontré un vif succès tant par la qualité de la participation politique et experte que par son audience. Y était présent notamment l'Ambassadeur de France en Afrique du Sud David Martinon, M. Rémy Rioux, Directeur général de l'Agence Française de Développement, le Dr. Dion George, ministre sud-africain de l'Environnement et M. Cyril Xaba, le maire d'EtheKwini (Durban). Centré sur la protection des océans et le développement d'une économie bleue durable, cet événement a mis en avant la vision africaine en perspective de l'UNOC 3, qui se tiendra en juin à Nice.

Afrique du Sud

Présentation du budget sud-africain pour l'exercice 2025/2026 (Trésor national sud-africain)

Le 12 mars 2025, le Ministre des Finances E. Gogondwana a présenté, devant le parlement, son budget pour l'exercice 2025-2026, après un report d'un mois. Pour rappel, l'annonce du budget, initialement prévue le 19 février, avait fait l'objet d'un report *in extremis* en raison de tensions au sein du Gouvernement d'Union nationale (GNU), et en particulier entre l'ANC et le

parti de centre-droit *Democratic Alliance* (DA).

Le budget présenté ce mercredi conserve les mêmes fondamentaux que le texte initial : i) une volonté annoncée de relancer la croissance, notamment via d'importants investissements dans les infrastructures ; ii) une volonté de poursuivre une stratégie de consolidation budgétaire. Le gouvernement table ainsi sur une réduction progressive du déficit budgétaire (5,0% sur l'exercice en cours, sans changement par rapport aux prévisions réalisées en octobre dernier), qui atteindrait 4,6% en 2025/26, 3,8% en 2026/27 et 3,5% en 2027/28. La dette atteindrait quant à elle un pic à 76,2% du PIB sur l'exercice 2025/26 (contre une estimation de 76,1% dans la version initiale du projet de budget, et de 75,5% dans le budget de mi-parcours présenté au mois d'octobre).

Le principal changement, largement médiatisé, est l'adoucissement de la hausse de TVA (hausse d'un point étalée sur deux exercices, soit un taux de 15,5% en 2025/26 et de 16% en 2026/27, contre un passage de 15% à 17% dès l'exercice 2025/26 dans la mouture initiale), qui constituait le principal sujet de discordance entre l'ANC et la DA. Cette moindre hausse serait en partie compensée par la non-revalorisation du barème de l'impôt sur le revenu. La DA s'opposerait toutefois toujours à la moindre hausse de TVA, et l'approbation du budget dans sa forme actuelle n'est à ce stade pas acquise.

Transnet lance un appel d'offres pour le développement et la gestion d'un terminal polyvalent du port de Durban (*Baird Maritime*)

La branche du logisticien national sud-africain Transnet en charge de la gestion des ports commerciaux (Transnet National Ports Authority) a lancé le processus de sélection d'un opérateur privé pour le terminal à usages multiples de la zone de Maydon Wharf du port de Durban. Par le biais d'un appel d'offres (RFP), TNPA invite

les entreprises à soumettre leurs offres pour la concession de développement, financement, construction, exploitation et maintenance du terminal sur une période de 25 ans. À l'issue de cette période, la gestion du terminal sera transférée au gouvernement sud-africain par le biais de TNPA. La date limite de soumission des offres est fixée au 9 juin 2025.

Le terminal de Maydon Wharf, partie intégrante du principal port sud-africain et d'Afrique australe, couvre environ 145 hectares, dispose de 15 quais et a une capacité de traitement de plus de sept millions de tonnes de marchandises par an.

Cette initiative s'inscrit dans des efforts plus larges de l'Afrique du Sud pour moderniser et améliorer l'efficacité de ses opérations portuaires qui se trouvent en déclin avancé. Ainsi, [l'indice de performance des ports à conteneurs de la Banque mondiale et de S&P Global pour 2023 a nommé Le Cap le port le moins performant et le moins compétitif au monde en 2023, sur 405 ports évalués](#), et celui de Durban 399^{ème}.

Le recours au secteur privé, encore dans sa phase initiale, devrait permettre d'apporter de nouveaux investissements et une meilleure maintenance. A l'heure actuelle, TNPA a octroyé une concession de 25 ans à l'entreprise sud-africaine FFS Tank Terminals pour gérer, entretenir et éventuellement étendre le terminal de vrac liquide du port de Cape Town tandis que le partenariat de 25 ans entre l'armateur philippin ICTSI et Transnet pour l'opération du terminal 2 de Durban, le principal du pays pour le transport de conteneurs, fait toujours l'objet d'un litige auprès de la justice sud-africaine.

Microsoft annonce investir 300 M USD dans les centres de données en Afrique du Sud (*Engineering News*)

Microsoft a annoncé un nouvel investissement de 300 M USD pour renforcer ses infrastructures de centres de données en Afrique du Sud. Cet

engagement s'ajoute aux 1,2 Md USD déjà investis au cours des trois dernières années. En plus de cette expansion, Microsoft s'engage à former un million de Sud-Africains aux compétences en intelligence artificielle (IA) d'ici 2026. L'entreprise financera également la formation et la certification de 50 000 Sud-Africains dans les domaines de l'architecture cloud, de l'IA et de la cybersécurité.

Présent à l'événement, le président Cyril Ramaphosa a réaffirmé l'engagement du gouvernement sud-africain en faveur de la numérisation des services publics. Après le succès de la transformation numérique du service des impôts (SARS), le gouvernement prévoit de numériser le ministère de l'Intérieur pour permettre aux citoyens d'accéder plus facilement aux services publics grâce à des identités numériques.

Dans cette optique, l'Afrique du Sud a finalisé en 2024 sa *National Cloud and Data Policy* pour stimuler l'innovation dans l'économie numérique et permettre un accès plus égalitaire en particulier dans les zones rurales ou défavorisées.

Le Trésor national sud-africain lance un appel à propositions de projets d'infrastructures publiques de grande envergure (*Engineering News*)

Le Trésor national sud-africain a lancé un appel à propositions publiques aux entités nationales, provinciales et municipales ainsi que les entités publiques à soumettre des demandes de financement dans le cadre du *Budget Facility for Infrastructure* (BFI). Ce programme vise à restructurer le financement et la mise en œuvre de projets d'infrastructures en soutenant des projets d'une valeur minimale de 50 M EUR nécessitant une aide publique pour combler un déficit de viabilité.

Quatre cycles de candidature sont prévus en 2025/26, avec des dates limites fixées au 16 avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre 2025 et 9 janvier 2026. Un comité du Trésor national examinera les propositions et

recommandera les mécanismes fiscaux appropriés, tels que des garanties gouvernementales ou des crédits budgétaires.

Le BFI financera des projets intégrant une participation privée ou à forte composante sociale nécessitant un appui public pour attirer d'autres investissements. Les propositions doivent être à un stade avancé de planification et démontrer une capacité d'exécution concrète. Les projets entièrement commerciaux ne seront pas considérés.

Canal+ et MultiChoice repoussent la date limite pour leur fusion à octobre (*Business Tech*)

Le groupe télévisuel sud-africain MultiChoice et le groupe français Canal+ ont annoncé conjointement la prolongation de la date butoir de leur accord de fusion évalué à 2,4 Mds EUR. Pour rappel, Canal+ propose d'acquérir les actions de MultiChoice qu'il ne détient pas encore pour un prix de 125 ZAR par action (environ 6 EUR) valorisant ainsi l'entreprise à 55 Mds ZAR soit 2,4 Mds EUR. Actuellement, Canal+ détient 45,2 % du capital de MultiChoice.

Initialement fixée au 8 avril 2025, cette date limite correspond au délai imparti pour remplir ou lever toutes les conditions, notamment réglementaires, nécessaires à l'offre de rachat de Canal+. Les deux groupes ont indiqué que les autorisations de la concurrence et les processus réglementaires en Afrique du Sud ne seront pas finalisés à temps. En conséquence, ils ont décidé de repousser cette échéance au 8 octobre 2025.

La finalisation du rachat est conditionnée à plusieurs contraintes réglementaires, dont celles de la loi sud-africaine sur les communications électroniques (ECA) et les exigences des autorités de la concurrence, en particulier en matière de contrôle des droits de vote par une entité étrangère pour les licences de diffusion (établie à 20%) et de part d'actionnariat des

populations historiquement défavorisées (BEE- 30%).

ArcelorMittal confirme la fermeture de ses deux aciéries en Afrique du Sud (Northern Natal News)

ArcelorMittal South Africa (AMSA) a confirmé la fermeture de ses deux aciéries malgré les tentatives du Département du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence (DTIC) et du Trésor National (NT) pour éviter ce scénario. L'annonce initiale de décembre 2024 avait été suspendue le temps des discussions entre AMSA et le gouvernement sud-africain qui n'ont visiblement pas abouties.

L'impact de cette fermeture devrait être catastrophique avec la suppression de 3 500 emplois directs et jusqu'à 80 000 emplois sur la chaîne de valeur. En effet, d'autres secteurs, tels que la construction, l'automobile et les infrastructures dépendent de l'acier des deux usines d'Arcelor Mittal basées à Newcastle (KwaZulu-Natal) et Vereeniging (Gauteng), et qui se trouvent sans aucune alternative locale.

Les États-Unis se retirent du Partenariat pour la Transition Énergétique Juste (JETP) en Afrique du Sud (Reuters)

Les États-Unis ont annoncé leur retrait en Afrique du Sud, en Indonésie et au Vietnam du Partenariat pour la Transition Énergétique Juste (JETP), conformément à un décret exécutif signé par le président Donald Trump. La JETP est une collaboration entre nations développées visant à soutenir la transition énergétique des pays en développement, notamment via le soutien aux énergies renouvelables au détriment du charbon.

Le JETP, composé de 10 nations donatrices, a été lancé lors des discussions climatiques de l'ONU à Glasgow (COP 26), en 2021, avec l'Afrique du Sud qui a été le premier bénéficiaire de prêts, de garanties financières et de subventions pour

s'éloigner du charbon en développant les énergies renouvelables ainsi que les voitures électriques et l'hydrogène décarboné. L'engagement américain en Afrique du Sud s'élevait à 1,06 Md USD, principalement sous forme de prêts commerciaux dont la plupart n'avait pas encore été engagés, sur les 11,6 Mds USD promis pour le pays.

Malgré le retrait des États-Unis, des financements significatifs restent donc disponibles pour soutenir la transition énergétique dans les pays bénéficiaires. La France en engageant 1 Md EUR en Afrique du Sud est l'un des principaux membres de cette coalition et reste pleinement engagée au sein du JETP.

Soufflet Malt et Heineken annoncent la construction d'une malterie en Afrique du Sud pour 100 M EUR (InVivo)

Soufflet Malt, filiale du groupe coopératif français InVivo, et Heineken ont conclu un partenariat commercial prévoyant un investissement de 100 M EUR pour la construction d'une malterie en Afrique du Sud. Située à proximité de la brasserie Sedibeng de Heineken, au Sud de Johannesburg, cette usine devrait être opérationnelle d'ici mi-2027.

Ce projet vise à remplacer les importations actuelles d'orge malté par une production locale, réduisant ainsi la chaîne d'approvisionnement d'Heineken dans le pays. L'usine, d'une capacité de 100 000 tonnes par an, s'approvisionnera à 100 % auprès d'agriculteurs sud-africains, tant commerciaux que de petite échelle. Elle créera 55 emplois permanents et soutiendra le développement d'une filière de culture d'orge autour de 200 producteurs locaux répartis à travers le pays.

Soufflet Malt mène des projets similaires avec Heineken au Brésil et en Inde, confirmant ainsi sa stratégie d'expansion sur les marchés émergents et en Afrique où

elle exploite une malterie en Ethiopie depuis 2021.

Angola

Baisse soutenue du poids de la dette de l'Angola vis-à-vis de la Chine (BNA)

Les données préliminaires 2024 de la Banque Nationale d'Angola (BNA) sur le stock de la dette extérieure confirment la baisse rapide de la part due à la Chine depuis 2022. Le poids du stock de la dette de l'Angola vis-à-vis de la Chine (53,5 % en 2017, début du premier mandat du Président João Lourenço), ne représentait en effet plus que 40,1 % en 2022, 36,1 % en 2023, et 30,7 % en 2024. Le stock de dette vis-à-vis de la Chine attendrait ainsi 14,35 milliards de dollars fin 2024 (contre 17,92 milliards en 2023, soit une diminution de 19,9 % sur un an). La Chine reste toutefois le premier créancier de l'Angola, talonné par la Grande Bretagne (13,57 Mds USD, soit 29% du stock total), les organisations internationales (5,02 Mds USD, soit 10,7 % du total, poids stable sur les 3 derniers exercices). Le poids du stock de dette due aux Etats-Unis a enfin fortement crû ces 3 dernières années (5,25 Mds USD, soit +5,6% sur un an et +31,6% sur deux ans ; part de 9,2% du total en 2024 contre 6,3 % en 2022).

L'économie angolaise aurait crû de 4,4 % en 2024 selon le gouvernement angolais (INE)

Selon l'institut des statistiques angolais (INE), l'économie aurait crû de 4,4 % en 2024. Cette évolution positive, qui dépasse les dernières prévisions du FMI (+3,8%), s'explique principalement par la forte hausse des activités d'extraction de diamants et autres minéraux (+44,8 %). Les secteurs de la pêche (12,2 %), du transport (10,4 %), et de l'électricité et l'eau (6,5 %) ont contribué dans une moindre mesure à la hausse. L'agriculture, priorité de la diversification économique, n'a en

revanche progressé que de 3,5 %, en lien avec la sécheresse qui a sévi au début de l'année 2024, puis avec les fortes pluies enregistrées au début de la saison agricole.

Les secteurs les plus importants de l'économie angolaise restent l'extraction et le raffinage de pétrole brut et de gaz naturel (28,6 % en 2024, soit -1 point par rapport à l'année précédente), le commerce (22,4 % ; +0,5 point) ; l'agriculture et la sylviculture (10,2 % ; +0,4 point), les services (8,7 % ; +0,1 point), et les produits de l'industrie manufacturière (8,3 % ; +0,3 point).

Botswana

Le Botswana lance son premier satellite d'observation (ITWeb)

Le Botswana a franchi une étape majeure dans son développement technologique avec le lancement réussi de son premier satellite, BOTSAT-1. Le satellite a été lancé hier depuis les installations de SpaceX en Californie, aux États-Unis, en présence du président Duma Boko. Développé par des ingénieurs de l'Université internationale des sciences et technologies du Botswana, en l'absence d'une agence spatiale nationale, BOTSAT-1 a été envoyé en orbite depuis les États-Unis en raison de l'absence de sites de lancement en Afrique capables d'accueillir un satellite de cette taille.

Le ministre de la Communication et de l'Innovation, David Tshere, a précisé que BOTSAT-1 a été lancé à bord d'une fusée SpaceX et évoluera en orbite à 600 kilomètres d'altitude. Il est équipé d'une caméra hyperspectrale capable de capturer des images haute résolution pour collecter et transmettre des données essentielles pour soutenir des initiatives nationales en matière de surveillance environnementale, d'agriculture, de gestion des catastrophes et de planification urbaine.

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large du nouveau gouvernement

botswanais, en place depuis seulement trois mois, en lien avec le plan Vision 2036 qui vise à notamment à accélérer la transformation numérique du pays. Le gouvernement botswanais a déjà annoncé son intention de poursuivre sur cette lancée en développant un deuxième satellite, qui serait a priori positionné en orbite basse (LEO), qui serait en l'occurrence destiné aux télécommunications.

Mozambique

Tenue d'une mission du FMI au Mozambique (FMI)

Le FMI a réalisé, du 19 février au 4 mars, une mission visant à examiner les performances et les politiques sous-jacentes aux cinquième et sixième revues du programme triennal de facilité élargie de crédit (FEC) en cours depuis 2022. L'économie angolaise a connu une reprise en 2024, avec une croissance du PIB estimée à 3,8 %, soutenue par la relance du secteur pétrolier et l'expansion du secteur non pétrolier. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a diminué en 2024, en grande partie grâce à la croissance nominale plus élevée et des excédents primaires soutenus.

Toutefois, les efforts de consolidation budgétaire ont ralenti en raison de dérapages budgétaires, notamment dus à l'augmentation des dépenses d'investissement (+15,6 %) et au ralentissement des réformes des subventions aux carburants. L'inflation est restée élevée, (atteignant environ 21,4 % en janvier 2025), en raison des pressions sur le taux de change et de la hausse des prix alimentaires.

La croissance devrait se maintenir à 3 % en 2025, et l'inflation devrait diminuer. Cependant, la dépendance au pétrole et le service élevé de la dette extérieure (60 % du PIB) limitent les marges de manœuvre pour les dépenses de développement. Le FMI a recommandé de renforcer la consolidation

budgétaire, d'accélérer les réformes des subventions aux carburants et d'améliorer la gestion des finances publiques.

Volet économique de « l'Engagement politique pour un dialogue national inclusif » (Observador)

L'accord politique signé le 5 mars entre le gouvernement mozambicain et les principaux partis politiques, qui vise à établir un « dialogue national inclusif » pour résoudre les défis économiques du pays nourrit l'espoir d'une solution politique à la crise post-électorale qui secoue le pays depuis octobre 2024. Au-delà de la modification annoncée de la Constitution, cet accord mentionne notamment des réformes i) de la fiscalité, incluant la révision de la TVA ; ii) de l'administration publique (amélioration de la qualité des services fournis par l'État, notamment en matière de logement et de création d'emplois) ; iii) de la politique d'exploitation des ressources naturelles (afin d'augmenter les bénéfices pour l'État, les provinces et les communautés locales où ces ressources sont exploitées, en particulier en intensifiant le traitement des matières premières au Mozambique). En outre, des mesures visant spécifiquement l'inclusion économique sont proposées, avec une attention particulière portée à la jeunesse, aux femmes, et aux personnes handicapées. Le plan d'action intégré à l'accord se décline sur une durée de 16 mois. Le texte a été signé par le Président Daniel Chapo, ainsi que par les chefs des 9 partis politiques représentés à l'Assemblée de la République et aux Assemblées Provinciales : le Frelimo, Podemos, la Renamo, le MDM, et d'autres partis moins significatifs. On notera que le principal opposant, Venâncio Mondlane, actuellement rattaché à aucun parti, n'a ostensiblement pas été associé à l'exercice, ce qui en affaiblit la portée.

Les ports du Mozambique ont traité 10 % de cargaisons en plus en 2024 (Club of Mozambique)

Selon les données du gouvernement mozambicain (et confirmées par CMA CGM), les ports mozambicains ont traité 70 170 tonnes de cargaisons en 2024 (contre 63 361 en 2023). Le mouvement de cargaisons dans les ports de Beira (centre) et de Nacala (nord) a augmenté de 12,9 % et 13,6 % respectivement. Le port de Maputo, représentant près de la moitié de ce volume (30,9 mt en 2024), a enregistré une diminution de 0,3 % par rapport à l'année précédente, en raison des manifestations post-électorales, qui s'étaient traduites par la fermeture de la frontière de Ressano Garcia (principal point de passage entre l'Afrique du Sud et Maputo) pendant plusieurs jours et le blocages des routes et voie ferroviaire alimentant le port (situation aggravée par ailleurs par un déraillement en octobre/novembre, ce qui a entraîné la fermeture de la ligne ferroviaire pendant un mois).

Namibie

Le chilien SQM s'implante en Namibie (Mining.com)

Le chilien SQM, deuxième plus grand producteur de lithium au monde, a reçu l'approbation des régulateurs namubiens pour procéder à un accord de partenariat avec Andrada Mining, basée en Afrique du Sud, pour développer conjointement l'actif Lithium Ridge. Ce partenariat d'exploration marque le premier projet de SQM en Afrique et devrait accélérer le développement du projet, situé à environ 35 km de la mine d'étain Uis d'Andrada.

Selon l'accord, SQM entrera progressivement au capital de Grace Simba Investments (GSI), une filiale à 100 % détenu par Andrada Mining qui détient la licence de Lithium Ridge. Pour 2 M USD, la compagnie chilienne obtiendra une

participation initiale de 30% dans GSI, en finançant 7 M USD de travaux d'exploration dans un délai de 18 mois.

L'investissement prévu de SQM pourrait monter jusqu'à 40 M USD si l'entreprise décide d'acquérir jusqu'à 50 % des parts de GSI, limite prévue dans l'accord, ou si elle finance une étude de faisabilité. Andrada Mining restera l'opérateur du projet et recevra une prime de succès si la ressource en lithium dépasse 40 millions de tonnes.

Malgré la baisse des cours du lithium depuis 2022, les compagnies minières misent sur des perspectives plus favorables à long terme. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de ce métal blanc devrait être multipliée par plus de 10 pour atteindre 1,72 million de tonnes en 2050, dans le scénario zéro émission nette car le lithium est devenu l'un des composants essentiels des batteries des véhicules électriques, des appareils électroniques et des systèmes de stockage d'énergie.

Construction d'une raffinerie de manganèse et d'une usine d'acide sulfurique prévues à Walvis Bay (Mining&Energy)

Green Metals Refining Namibia (GMRN), filiale de l'entreprise britannique Green Metals Refining (GMR), prévoit de construire une raffinerie de manganèse et une usine d'acide sulfurique à l'est de Walvis Bay, avec un début des opérations prévu pour 2027, sous réserve des approbations environnementales. L'évaluation d'impact environnemental (EIE), qui prendra environ 12 mois, est en cours. Le projet sera réalisé en plusieurs phases, avec une capacité de production maximale qui devrait être atteinte d'ici 2032.

La raffinerie produira du manganèse de qualité batterie destiné aux batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques et les systèmes de stockage d'énergie. L'usine d'acide sulfurique,

essentielle au processus, utilisera du soufre élémentaire pour produire de l'acide sulfurique, dont l'excédent sera vendu à d'autres secteurs industriels namubiens.

Le projet créera environ 250 emplois permanents et mobilisera jusqu'à 500 travailleurs durant la construction. La proximité du port international de Walvis Bay réduira les coûts d'importation et d'exportation, le minerai de manganèse étant principalement approvisionné depuis le champ de manganèse du Kalahari, en Afrique du Sud.

GMR se concentre sur la production de produits chimiques de manganèse de haute pureté destinés aux marchés des batteries. La société développe une usine de première phase en Afrique australe pour produire un produit intermédiaire, suivi d'une étape finale de raffinage proche des utilisateurs finaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr